

<h2 style="margin: 0;">RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL</h2> <h3 style="margin: 0;"><i>Premier semestre 2009/2010</i></h3>
--

A – ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Patrick BALLU
 Président et Directeur Général

B – COMPTES CONSOLIDES CONDENSES DU PREMIER SEMESTRE 2009/2010
 (septembre à février)

I - Bilan consolidé au 28 février 2010

Actif Consolidé (en Milliers d' Euros)	Notes	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
ACTIFS NON COURANTS				
Ecarts d'acquisition	3	25 624	25 547	25 454
Immobilisations incorporelles	4	750	867	865
Immobilisations corporelles	5	62 841	54 190	55 229
Participations dans entreprises associées	6	2 301	2 190	2 387
Actifs financiers	7	382	421	440
Actifs d'impôt différé	22	6 712	6 627	6 081
Total actifs non courants		98 611	89 843	90 455
ACTIFS COURANTS				
Stocks	8	100 352	94 790	136 448
Créances clients	9	76 728	69 957	114 566
Créances d'impôt courantes		2 149	4 871	773
Autres créances	10	10 026	7 112	10 877
Trésorerie & équivalents de trésorerie	11	67 664	60 186	35 126
Total actifs courants		256 918	236 916	297 790
TOTAL DEL'ACTIF		355 529	326 759	388 245

Passif Consolidé (en Milliers d' Euros)	Notes	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
CAPITAUX PROPRES				
Capital	12	16 970	16 970	16 970
Autres réserves		144 724	135 630	136 751
Actions propres		(156)	(172)	(150)
Résultat de l'exercice		(233)	10 249	5 040
Capitaux propres (part du groupe)		161 305	162 676	158 610
Intérêts minoritaires dans les capitaux propres		92	141	144
Intérêts minoritaires dans le résultat		(8)	(46)	(26)
Total intérêts minoritaires		84	95	118
Total capitaux propres		161 389	162 771	158 729
PASSIFS NON COURANTS				
Provisions à long terme	13	18 511	18 776	16 651
Dettes financières à long terme	14&15	22 403	26 028	25 994
Impôts différés passifs		581	696	205
Total passifs non courants		41 495	45 499	42 849
PASSIF COURANTS				
Provisions à court terme	13	2 459	3 980	2 439
Part à moins d'un an des emprunts	14&15	31 226	19 507	32 578
Concours bancaires courants	14&15	38 277	27 178	36 903
Dettes Fournisseurs		38 264	27 261	65 754
Dettes d'impôt courantes		476	929	3 158
Autres dettes courantes	16	41 943	39 633	45 836
Total passifs courants		152 645	118 488	186 667
TOTAL DU PASSIF		355 529	326 759	388 245

II - Compte de résultat consolidé au 28 février 2010

Compte de résultat consolidé (en Milliers d' Euros)	Notes	28/02/2010 semestre	31/08/2009 exercice	28/02/2009 semestre
Chiffre d'affaires	17	165 758	452 167	232 025
Autres produits opérationnels		1 060	1 219	698
Total produits opérationnels		166 818	453 386	232 723
Variation des stocks de produits finis et travaux en cours		5 547	(8 517)	11 031
Achats consommés		(76 863)	(204 526)	(116 880)
Autres achats et charges externes		(28 893)	(64 205)	(35 755)
Impôts et taxes		(3 322)	(6 717)	(3 681)
Charges de personnel	18	(60 133)	(136 271)	(70 642)
Dotations aux amortissements		(4 534)	(9 271)	(4 769)
Dotations nettes aux provisions & dépréciations d'actifs	19	(543)	1 649	1 280
Autres charges opérationnelles		(473)	(2 743)	(1 911)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		(2 396)	22 786	11 397
Charges et produits non récurrents	20	76	(7 285)	(2 384)
RESULTAT OPERATIONNEL		(2 319)	15 501	9 013
Produits (charges) financiers	21	2 872	(2 416)	(221)
RESULTAT AVANT IMPOTS		553	13 085	8 792
Impôts	22	(905)	(3 513)	(4 124)
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	6	110	631	346
RESULTAT NET DE LA PERIODE		(241)	10 203	5 014
Résultat net part du groupe		(233)	10 249	5 040
Résultat net part des minoritaires		(8)	(46)	(26)
<i>Résultat par action (en Euros)</i>		<i>0.0</i>	<i>1.5</i>	<i>0.7</i>
<i>Résultat dilué par action (en Euros)</i>		<i>0.0</i>	<i>1.5</i>	<i>0.7</i>

III - Tableau de flux de trésorerie consolidé

Consolidé	Notes	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
en Milliers d' Euros				
A. OPERATIONS D'EXPLOITATION				
Résultat net part du Groupe		(233)	10 249	5 040
Part des minoritaires dans le résultat		(8)	(46)	(26)
- Quote part dans le résultat des mises en équivalence		(110)	(631)	(346)
+ Dotations aux amortissements des immobilisations		4 534	9 271	4 773
+ Dotations nettes aux provisions & dépréciations (a)		(1 990)	3 278	585
- Plus-values nettes sur cessions d'immobilisations		(673)	6	56
Capacité d'autofinancement		1 519	22 126	10 082
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	23	(1 030)	(14 991)	23 915
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation (c)		2 549	37 117	(13 832)
B. OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS				
Acquisitions d'immobilisations (b)		(12 566)	(9 887)	(5 476)
Cessions d'immobilisations		787	689	56
Incidence des variations de périmètre		(3)	0	0
Trésorerie affectée aux investissements		(11 783)	(9 199)	(5 420)
C. OPERATIONS DE FINANCEMENT				
Augmentation du capital et des primes		0	0	0
Dividendes nets de l'exercice		(2 512)	(4 610)	(5 092)
Emissions de dettes financières		28 300	2 083	4 900
Remboursements de dettes financières		(20 208)	(15 824)	(5 618)
Variation actions autodétenues		15	104	78
Trésorerie résultant du financement		5 595	(18 247)	(5 732)
D. INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE				
VARIATIONS DE TRESORERIE (A+B+C+D)		(3 621)	9 955	(24 830)
Trésorerie nette au début d'exercice		33 008	23 053	23 053
Variation de l'exercice		(3 621)	9 955	(24 830)
TRESORERIE NETTE FIN D'EXERCICE		29 387	33 008	(1 777)
Valeurs mobilières de placement		36 846	21 795	14 671
Disponibilités		30 818	38 390	20 455
- Concours bancaires courants		(38 276)	(27 178)	(36 903)
TRESORERIE NETTE FIN D'EXERCICE		29 387	33 008	(1 777)

(a) A l'exclusion des dépréciations d'actifs circulants

(b) Les acquisitions sont nettes de variation des dettes sur immobilisations

(c) Dont Intérêts financiers versés 804 3 010 1 904
 et dont Impôt sur les bénéfices versé (ou remboursé) (1 190) 10 049 4 364

IV – Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Etat des produits et charges comptabilisés sur la période

En milliers d'euros	28/02/2010	31/08/2009
Résultat net	(241)	10 203
Gain (pertes) actuarielles nets des régimes à prestations définies	0	(1 005)
Impôts différés sur gains (pertes) actuarielles	0	346
Variation des écarts de conversion	1 356	299
Plus ou moins-value sur cession d'actions propres (nette d'impôt)	0	(72)
Total des produits et charges comptabilisés au bilan	1 114	9 771
<i>Part revenant aux actionnaires</i>	<i>1 121</i>	<i>9 817</i>
<i>Part revenant aux intérêts minoritaires</i>	<i>(7)</i>	<i>(46)</i>

(en milliers d'euros)	Capitaux propres - part groupe					Total Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total ensemble consolidé
	Capital	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Actions propres			
Solde au 31 août 2008	16 970	2 528	141 152	(2 537)	(386)	157 727	152	157 879
Total des produits et des charges comptabilisés au bilan			9 518	299		9 817	(46)	9 771
Dividendes distribués			(5 081)			(5 081)	(11)	(5 092)
Variation de périmètre						0		0
Autres variations			0	(0)	214	214		214
Solde au 31/08/2009	16 970	2 528	145 589	(2 238)	(172)	162 676	95	162 771
Total des produits et des charges comptabilisés au bilan			(235)	1 356		1 121	(7)	1 114
Dividendes distribués			(2 509)			(2 509)	(3)	(2 512)
Variation de périmètre			(109)	109		0		0
Autres variations			(1)	2	15	16	(1)	15
Solde au 28/02/2010	16 970	2 528	142 735	(772)	(156)	161 305	84	161 389

V - Annexe aux comptes consolidés

1. Règles et méthodes comptables et de consolidation

1.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés semestriels du Groupe EXEL INDUSTRIES sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 28 février 2010. Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes qui rentrent en vigueur après cette date. Ces normes ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes.

Les comptes semestriels consolidés sont présentés en application de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » en retenant une présentation condensée de l'annexe. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels. Seules les transactions significatives donnent lieu à des notes annexes. Ces comptes condensés doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe au titre de l'exercice clos le 31 août 2009 qui figurent dans le document de référence du groupe au titre de l'exercice 2009 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 29 décembre 2009 sous le numéro D.09-817.

Les principes et méthodes comptables appliqués sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés annuels de 2009.

1.2 Principes de consolidation & périmètre (cf note 2)

Les sociétés dans lesquelles Exel Industries exerce un contrôle exclusif sont intégrées globalement. Le contrôle exclusif est le pouvoir direct ou indirect de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de bénéficier des avantages de ses activités. Il est généralement présumé lorsque le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote de l'entreprise contrôlée.

Les sociétés dans lesquelles Exel Industries a une influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans toutefois exercer un contrôle sur ses politiques. Elle est présumée lorsque le Groupe détient directement ou indirectement entre 20 % et 50 % des droits de vote.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement et dans la limite du pourcentage de détention pour les entreprises en intégration proportionnelle, de même que les résultats internes au Groupe (dividendes, plus values, marges en stock).

1.3 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément aux principes énoncés par IFRS 3 – Regroupements d'entreprises.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont comptabilisés à leur juste valeur.

La différence existant entre le coût d'acquisition et la quote-part acquise de la juste valeur des actifs et passifs à la date d'acquisition est comptabilisée à l'actif du bilan au poste « Ecarts d'acquisition », qui n'est pas amorti et qui fait l'objet de test de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et au moins une fois par an (voir ci-après).

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs identifiés, l'écart négatif est immédiatement reconnu en résultat dans les « Autres charges et produits non récurrents ».

1.4 Ecarts d'acquisition (cf note 3)

Pour les sociétés intégrées globalement, l'écart de valeur constaté entre le prix de revient des titres acquis et la quote-part de capitaux propres existant à cette date, constitue une survaleur immobilisée à l'actif du bilan consolidé en compte "Ecart d'acquisition".

L'ensemble des écarts d'acquisition résiduels figure au bilan pour une valeur nette de 25 624 K€ au 28 février 2010.

La valeur des écarts d'acquisition, ainsi que des immobilisations corporelles et incorporelles, est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée d'utilité indéterminée, catégorie limitée pour le Groupe aux écarts d'acquisition.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie ou unités de reporting (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. L'UGT correspond aux entités juridiques ou filiales, niveau auquel le Groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne.

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en compte de résultat entre l'agrégat "résultat opérationnel courant" et l'agrégat "résultat opérationnel". La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

Au 28 février 2010, le groupe a procédé à la revue des indicateurs de perte de valeur susceptibles d'entraîner une réduction de la valeur nette comptable des actifs à long terme. A la suite à cette analyse, aucune dépréciation n'a été identifiée.

1.5 Immobilisations incorporelles (cf note 4)

Les autres immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilisation estimée.

► Frais de développement

Conformément à la norme IAS 38, les dépenses de développement ne sont pas activées dans le Groupe, pour plusieurs raisons :

- lors de la réalisation de ces dépenses, la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle, en vue de sa mise en service ou de sa vente, n'est pas certaine ;
- Le Groupe n'est pas en mesure de prouver la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages futurs probables. En particulier, il est difficile de démontrer l'existence de marché (et d'en évaluer la durée) pour la production issue des dépenses de développement. En effet, le Groupe est toujours à la pointe de l'innovation dans son marché, et le potentiel de ces développements reste encore inconnu, voire inexistant à ce moment-là.

Ces frais sont constitués essentiellement par des charges de personnel.

1.6 Immobilisations corporelles (cf note 5)

Les immobilisations figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

L'amortissement est pratiqué essentiellement selon la méthode linéaire appliquée à la durée d'utilisation estimée de chaque bien.

Les taux pratiqués sont comparables d'une société à l'autre et s'établissent ainsi :

- 20 à 30 ans sur les bâtiments,
- 5 à 10 ans sur les aménagements de constructions,
- 5 à 10 ans sur les équipements industriels,
- De 3 à 5 ans sur les autres immobilisations (équipement de bureau, matériel de transport, ...).

1.7 Dépréciation des immobilisations

Le Groupe effectue annuellement une revue des principales immobilisations incorporelles et corporelles afin d'identifier d'éventuelles dépréciations lorsque les événements ou les circonstances laissent supposer que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Lorsqu'il apparaît que la valeur comptable des immobilisations pourrait ne pas être recouvrée, le Groupe procède à une comparaison entre la valeur recouvrable de ces immobilisations et leur valeur comptable nette ; le cas échéant, une dépréciation ramène le montant des actifs concernés à leur valeur recouvrable estimée. La valeur recouvrable est déterminée comme la valeur la plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité ; cette dernière est déterminée par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés (discounted cash-flows : DCF) provenant de l'utilisation de l'immobilisation. Après comptabilisation de cette provision, l'immobilisation figure au bilan pour sa valeur comptable nette après

dépréciation. S'il s'agit d'une immobilisation amortissable, l'amortissement est calculé sur la base de la nouvelle valeur comptable nette et sur la durée de vie estimée restant à courir de l'immobilisation.

1.8 Actifs financiers non courants (cf note 7)

Les actifs financiers comprennent des titres de participations minoritaires et d'autres immobilisations financières.

Les titres de participation représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées. Ils sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés en juste valeur ou à leur coût d'acquisition que le Groupe estime représenter à leur juste valeur, en l'absence d'un marché actif. Les gains et pertes latents sont enregistrés dans une composante séparée des capitaux propres.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les autres immobilisations financières sont comptabilisées au coût amorti.

Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés au compte de résultat en "produits de trésorerie et équivalents de trésorerie".

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

1.9 Stocks et encours (cf note 8)

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont calculés principalement selon la méthode du premier entré, premier sorti. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

Les stocks de matières premières et de marchandises sont valorisés principalement suivant la méthode du premier entré, premier sorti.

Les stocks d'encours et de produits finis sont valorisés au coût de production qui comprend les matières premières, les coûts de main-d'œuvre directe et les coûts directs et indirects de production.

1.10 Clients et comptes rattachés (cf note 9)

Les clients et comptes rattachés ont été évalués à leur valeur nominale. Ils sont dépréciés au cas par cas en fonction de l'ancienneté de la créance et de la situation dans laquelle se trouve le client.

1.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf note 11)

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, sur une ligne spécifique.

1.12 Impôts sur les bénéfices (cf note 22)

♦ Impôts différés

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts différés », les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur.

Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable. Notamment, il n'a pas été activé d'impôt différé au titre des pertes de certaines filiales dont l'échéance de récupération n'est pas aujourd'hui probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

♦ *Intégration fiscale*

Dans le cadre de la convention d'intégration fiscale existante, avec EXEL Industries comme tête de Groupe, les filiales du Groupe ont acquitté, sous forme d'acomptes, entre les mains d'EXEL INDUSTRIES, l'impôt dont elles étaient redevables et EXEL Industries acquittera en fin d'exercice l'impôt de Groupe après les retraitements propres à ce système. L'intégration fiscale a conduit à une économie d'impôt de 1 124 K€ au 1^{er} semestre 2010, contre une économie d'impôt de 1 625 K€ sur le 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

1.13 Conversion des éléments en devises

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis selon la méthode dite du taux de clôture : conversion des éléments actifs et passifs du bilan au taux de change de fin d'exercice et des comptes de résultat au taux de change moyen. Les différences de conversion sont inscrites directement en situation nette, dans le poste « Ecart de conversion ».

Les opérations réalisées par les entités du Groupe dans une devise autre que leur devise fonctionnelle sont converties au taux de change en vigueur à la date des opérations. Les éléments de l'actif et du passif qui sont libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle de l'entité concernée sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les pertes et gains de change sont comptabilisés en charges et produits financiers.

1.14 Contrats de location

♦ *Contrats de location-financement*

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement, telles que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces biens sont amortis selon leur durée d'utilisation estimée.

Seules les opérations significatives font l'objet d'un retraitement (dont la valeur d'achat d'origine du bien financé est supérieure à 150 K€).

♦ *Contrats de locations simples*

Les contrats relatifs aux locations simples, pris individuellement, sont de faibles montants ; ils ne présentent pas de caractère significatif. Notamment, le Groupe étant propriétaire de ses sites de production principaux, il n'y a pas de contrat de location immobilière significatif.

1.15 Provisions – Actifs et passifs éventuels

Selon la norme IAS 37, les provisions comptabilisées sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants. Une provision est constituée chaque fois que les organes de Direction du Groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue. Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées, si l'impact est significatif.

Dans le cas où un passif n'est ni probable, ni ne peut être évalué mais demeure possible, le Groupe fait état de ce passif éventuel dans ses engagements hors bilan.

Les passifs éventuels sont mentionnés en annexe sauf si la probabilité d'une sortie de ressource est très faible. Les actifs éventuels figurent en annexe lorsque leur réalisation est probable.

1.16 Engagements de retraite et charges assimilées (cf note 13.3)

Les engagements résultant de régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques du pays dans lequel le régime est en vigueur. La comptabilisation de chaque régime est effectuée séparément.

Le groupe fait appel à un organisme extérieur pour couvrir partiellement son passif social. La provision inscrite dans les comptes consolidés correspond uniquement au risque non couvert ainsi qu'aux charges sociales sur la totalité de l'engagement social.

Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (fonds de pension ou contrats d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisé(e) comme actif ou passif au bilan. Toutefois les excédents d'actifs ne sont comptabilisés au bilan que dans la mesure où ils représentent un avantage économique futur pour le Groupe.

Le coût des services passés correspond aux avantages octroyés, soit lorsque l'entreprise adopte un nouveau régime à prestations définies, soit lorsqu'elle modifie le niveau des prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits à prestation sont acquis dès l'adoption du nouveau régime ou le changement d'un régime existant, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en résultat. A l'inverse, lorsque l'adoption d'un nouveau régime ou le changement d'un régime existant donne lieu à l'acquisition de droits postérieurement à sa date de mise en place, les coûts des services passés sont comptabilisés en charge, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient entièrement acquis.

Les écarts actuariels résultent des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience (différences entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée). Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés directement par les capitaux propres, donc sans incidence sur le résultat.

Pour les régimes à prestations définies, la charge comptabilisée en résultat opérationnel comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, l'amortissement du coût des services passés, le coût de l'actualisation ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime.

1.17 Utilisation d'estimations

L'établissement des comptes consolidés en conformité avec les règles édictées par les IFRS, implique que la Direction du Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, tels que les amortissements et les provisions, sur l'information relative aux actifs et aux passifs éventuels à la date d'arrêt des comptes consolidés et sur les montants portés aux comptes de produits et charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont celles que la Direction considère comme les plus pertinentes et réalisables dans l'environnement du Groupe et en fonction des retours d'expérience disponibles.

Les estimations et hypothèses font l'objet de révisions régulières et au minimum à chaque clôture d'exercice. Elles peuvent varier si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses.

Les principales estimations faites par le groupe lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des impôts différés, de la valorisation des actifs incorporels et corporels, de la valorisation des titres de participations, des dépréciations de l'actif courant et des provisions courantes et non courantes.

Dans le contexte économique actuel, l'exercice de prévision d'activité et de planification à moyen terme est rendu plus difficile.

Les comptes semestriels consolidés condensés ont été établis en tenant compte du contexte actuel de crise économique et financière et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture.

Les effets immédiats de la crise ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs tels que les stocks et les créances clients et des passifs.

En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les goodwill, il a été pris pour hypothèse que la crise serait limitée dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque clôture et lors de l'identification d'indice de perte de valeur sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe dans un contexte de visibilité réduite en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Le Groupe EXEL INDUSTRIES a retenu les mêmes règles d'estimation que celles retenues au 31 août 2009, à l'exception des estimations suivantes, spécifiques aux clôtures intermédiaires :

- la charge d'impôt exigible du semestre est calculée sur la base d'un taux moyen estimé, calculé sur une base annuelle. Cette estimation tient compte le cas échéant de l'utilisation de déficits reportables ;
- les charges d'intéressement et de participation sont calculées sur la base du montant annuel estimé.

Il n'est effectué de test de dépréciation que sur les actifs ou groupe d'actifs pour lesquels des indices de pertes de valeur ont pu être mis en évidence au cours du semestre.

1.18 Information sectorielle

Bien que fabriquant ses produits pour trois marchés principaux que sont l'agriculture, le jardinage et l'industrie, le Groupe EXEL INDUSTRIES n'évolue que sur un seul secteur d'activité : la pulvérisation.

1.19 Instruments financiers

♦ *Actions propres*

Conformément à la norme IAS 32, les actions propres détenues par le groupe, dans le cadre du programme de rachat d'actions lié au contrat de liquidité, sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le résultat de cession des actions propres est imputé sur les capitaux propres, net d'impôt société, et ne contribue pas au résultat de l'exercice.

♦ *Instruments financiers dérivés*

Le groupe n'a pas été amené, sur l'exercice, à utiliser des instruments financiers de couverture des risques sur taux d'intérêt ou sur change afin de limiter son exposition à ceux-ci.

♦ *Passifs financiers*

Les emprunts et passifs financiers non courants sont évalués à leur valeur nominale historique qui est considérée comme proche de leur coût amorti.

1.20 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont constitués par les ventes de marchandises et les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du Groupe.

Les produits de l'activité sont enregistrés, conformément à la norme IAS 18, en se basant sur la méthode de la comptabilité d'engagement et sur le principe de rattachement des charges et produits.

Les produits liés à la vente de marchandises sont constatés dès lors que le transfert à l'acheteur des risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens a eu lieu et que les coûts supportés ou à venir relatifs à la transaction peuvent être mesurés de façon fiable.

Les remises ou rabais accordés aux clients sont comptabilisés en déduction du revenu.

Les produits liés à la vente de services sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus relatifs à la vente de produits sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

2.- Périmètre de consolidation

Nom	% de contrôle		% d'intérêts		Méthode de consolidation
	02-2010	08-2009	02-2010	08-2009	
EXEL Industries SA	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	Société mère
TECNOMA Technologies SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
PRECICULTURE SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
CMC SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
CARUELLE NICOLAS SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
RAM Environnement SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
BERTHOUD Agricole SAS :	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
FISCHER Nouvelle sarl (Suisse)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
BERTHOUD Sprayers Ltd (UK)	99.00%	99.00%	99.00%	99.00%	IG
MATROT Equipements SAS :	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
MATROT UK Ltd (UK)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HERRIAU SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
MOREAU	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
SCI CATHAN	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
CAPAGRI	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
SCI MAIZY	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
VERMOREL (Roumanie)	83.33%	83.33%	83.33%	83.33%	IG
INGELIA (Roumanie)	90.00%	90.00%	90.00%	90.00%	IG
EXEL gsa SAS	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
EXEL Real Estate (USA)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
EXEL Real Estate Australia (Australie)	(a) 100.00%	NA	100.00%	NA	IG
KREMLIN REXSON SA :	99.48%	99.48%	99.48%	99.48%	IG
<i>Filiales françaises :</i>					
SCM SAS	100.00%	100.00%	99.48%	99.48%	IG
API Technologies SAS	100.00%	100.00%	99.48%	99.48%	IG
<i>Filiales étrangères :</i>					
Allemagne	100.00%	100.00%	99.48%	99.48%	IG
Espagne	99.90%	99.90%	99.38%	99.38%	IG
Kremlin Rexson Italie	100.00%	100.00%	99.48%	99.48%	IG
Exel North America (USA)	100.00%	100.00%	99.48%	99.48%	IG
Canada	(b) NC	100.00%	NC	99.48%	IG
Portugal	100.00%	100.00%	99.48%	99.48%	IG
Argentine	100.00%	100.00%	99.48%	99.48%	IG
Pologne	100.00%	100.00%	99.48%	99.48%	IG
Brésil	100.00%	100.00%	99.48%	99.48%	IG
Afrique du Sud	74.00%	74.00%	73.62%	73.62%	IG
Mexique	100.00%	100.00%	99.48%	99.48%	IG
Inde	100.00%	100.00%	99.48%	99.48%	IG
Singapour	100.00%	100.00%	99.48%	NA	IG
SAMES Technologies SAS :	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
<i>Filiales étrangères :</i>					
Allemagne	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
UK	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Chine	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Inde	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Russie	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HARDI INTERNATIONAL AS (Danemark)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
<i>Filiales étrangères :</i>					
HARDI North America Inc. (USA)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HARDI Australia PTY (Australie)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
ILEMO-HARDI S.A. (Espagne)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HARDI GmbH (Allemagne)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
Svenska HARDI AB (Suède)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HARDI Norge A/S (Norvège)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HARDI Ltd (UK)	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
<i>Filiales françaises :</i>					
HARDI EVRARD SA	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%	IG
HARDI Service	(c) 100.00%	NA	100.00%	NA	IG
POMMIER S.C.E.P.	47.32%	47.32%	47.32%	47.32%	ME

IG: Intégration globale - ME: Mise en équivalence - NC: Non consolidé, sortie du périmètre - NA: Non applicable

CHANGEMENTS DE PERIMETRE

Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2010, le périmètre de consolidation du groupe a connu les variations suivantes :

- (a) Exel Industries a créé une filiale immobilière en Australie, en octobre 2009 : EXEL Real Estate Australia. Cette société immobilière a acquis les terrains et bâtiments industriels antérieurement détenus ou loués par la filiale australienne d'HARDI. Elle loue désormais l'ensemble de l'immobilier à HARDI Australia. En tant que création de filiale, cela est neutre en termes de variation de périmètre, sur le bilan et le résultat consolidé.
- (b) Kremlin-Rexson a fermé sa filiale au Canada, dont l'activité était gérée depuis la filiale américaine. Cette sortie du périmètre n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés.
- (c) HARDI International AS a créé une filiale de distribution de pièces détachées, en Septembre 2009 : HARDI Service.

3.- Ecart d'acquisition

En milliers d'euros	
Valeurs nettes à l'ouverture	25 547
Evolution du Périmètre :	
Augmentations	0
Diminutions	0
Dépréciation pour perte de valeur	0
Autres variations nettes (impact de change)	76
Valeurs nettes à la clôture	25 624

4.- Immobilisations incorporelles

En Milliers d'Euros	28/02/2010				31/08/2009	28/02/2009
	Brut	Amort	Dépréciat.	Net	Net	Net
Brevets, marques, licences et logiciels informatiques (a)	8 590	(7 912)	0	677	778	802
Autres immo. incorporelles	723	(649)	0	73	89	63
TOTAL	9 312	(8 562)	0	750	867	865

- (a) Les logiciels achetés représentent la quasi-totalité de ces immobilisations.

5.- Immobilisations corporelles

En Milliers d'Euros	28/02/2010				31/08/2009	28/02/2009
	Brut	Amort	Dépréciat.	Net	Net	Net
Terrains	13 894	(891)	0	13 002	7 398	6 472
Constructions	60 247	(33 508)	0	26 739	23 834	24 475
Installations techniques	77 827	(61 037)	0	16 790	17 005	17 209
Autres immobilisations corporelles (a)	21 104	(16 558)	0	4 546	4 743	5 067
Immobilisations corporelles en cours	1 554	0	0	1 554	868	1 830
Avances et acomptes	209	0	0	209	342	177
TOTAL	174 836	(111 995)	0	62 841	54 190	55 229

- (a) Les autres immobilisations corporelles comprennent principalement du matériel de transport, du mobilier et du matériel informatique.

Parmi les immobilisations corporelles brutes figurent, pour 3 897 K€, des éléments acquis en location-financement (cf. note sur les dettes financières).

► **Mouvements de la période concernant les valeurs brutes**

En Milliers d'Euros	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
Immobilisations corporelles brutes au début de période	162 019	157 629	157 629
Acquisitions de la période nettes de transfert	12 553	9 613	5 349
Apports de sociétés acquises et variation de périmètre	0	0	0
Cessions ou mise au rebut de la période	(756)	(5 057)	(258)
Impact de change & divers	1 019	(166)	114
Immobilisations corporelles brutes en fin de période	174 836	162 019	162 833

► **Mouvements de la période concernant les amortissements cumulés**

En Milliers d'Euros	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
Amortissements cumulés en début de période	107 829	103 361	103 361
Dotations de l'exercice	4 376	8 917	4 599
Variation de périmètre	0	0	0
Reprises sur cessions ou mise au rebut	(688)	(4 427)	(207)
Impact de change & divers	478	(21)	(148)
Amortissements cumulés en fin de période	111 995	107 829	107 604

6.- Participations dans des entreprises associées

En milliers d'euros	
Valeurs nettes à l'ouverture	2 190
Acquisition	
Variation de Périmètre	0
Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	110
Distribution de dividendes	0
Cession / sortie	
Autres variations nettes	
Valeurs nettes à la clôture	2 301

Cela concerne la société POMMIER, détenue à 47% par HARDI EVRARD, filiale directe de HARDI :

Les agrégats financiers résumés de la société Pommier sur le 1^{er} semestre 2010 sont:

Actifs	6 M€
Passifs (hors capitaux propres)	1,1 M€
Chiffre d'affaires (6 mois)	4 M€
Résultat net (6 mois)	0,2 M€

7.- Actifs financiers non courants

Consolidé En Milliers d'Euros	28/02/2010			31/08/2009	28/02/2009
	Brut	Dépréciation	Net	Net	Net
Titres de participations	102	(0)	102	102	102
Créances sur participations	0		0	1	0
Autres titres immobilisés	8	(3)	5	5	6
Prêts	51		51	53	53
Autres immobilisations financières	411	(188)	223	261	280
TOTAL	573	(191)	382	421	440

Les titres de participations correspondent à des participations minoritaires dans des sociétés de commercialisation de matériels agricoles d'Europe Centrale, détenues à 10%.

8.- Stocks et en-cours

En Milliers d'Euros	28/02/2010			31/08/2009	28/02/2009
	Brut	Dépréciation	Net	Net	Net
Matières premières	69 683	(15 739)	53 944	54 558	74 535
En-cours de biens et services	11 917	(1 532)	10 385	10 309	15 091
Produits intermédiaires et finis	32 894	(2 403)	30 491	24 918	40 093
Marchandises	8 864	(3 333)	5 531	5 005	6 729
TOTAL	123 359	(23 007)	100 352	94 790	136 448

9.- Créances clients

L'encours client au 28/02/2010 est net d'une dépréciation de 4 M€, équivalente à celle comptabilisée au 31/08/2009.

10.- Autres créances

Les autres créances comprennent principalement des créances sur l'état au titre de la TVA récupérable.

En Milliers d'Euros	28/02/2010 valeurs nettes	31/08/2009 valeurs nettes	28/02/2009 valeurs nettes
Créances fiscales hors IS (principalement TVA)	4 115	2 710	6 102
Créances sociales	225	432	342
Avances et acomptes versés	733	516	806
Débiteurs divers	2 967	1 211	1 601
Charges constatées d'avance	1 986	2 243	2 027
TOTAL	10 026	7 112	10 877

11.- Trésorerie et équivalents de trésorerie

En Milliers d'Euros	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
Valeurs mobilières de placement	36 846	21 795	14 671
Disponibilités	30 818	38 390	20 455
TOTAL	67 664	60 186	35 126

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement, composées principalement de Sicav de Trésorerie, est proche des valeurs inscrites au bilan.

La trésorerie disponible est généralement investie dans des placements sans risque (Sicav monétaires). La société ne détient aucun portefeuille d'actions sur le marché.

12.- Capital social

Le capital de la société mère est composé de 6 787 900 actions ordinaires de 2,5 euros de nominal, au 28/02/2010. Par ailleurs, la société ne dispose pas d'instruments dilutifs.

Aucune opération sur le capital n'a été effectuée durant la période.

Le nombre d'actions propres auto-détenues au 28/02/2010 est de 6 013.

► Politique de gestion des fonds propres

La gestion des capitaux propres consiste essentiellement à décider du niveau de capital actuel et futur ainsi que de la politique de distribution du dividende.

La politique de gestion du groupe repose sur un niveau de fonds propres suffisant pour sécuriser la structure financière du groupe. Ce niveau est suivi à partir du ratio de Dettes Financières Nettes rapporté aux Capitaux Propres.

Le groupe a par ailleurs mis en place depuis plusieurs années un contrat de liquidité afin de faciliter les transactions quotidiennes. Ce contrat ne permet pas d'engager des capitaux élevés et intervient de façon marginale dans les transactions boursières.

13.- Provisions pour risques et charges

13.1 Ventilation par nature de provisions & mouvements de l'exercice

Consolidé En Milliers d'Euros	31/08/2009	dotation	reprise (provisions utilisées)	reprise (provisions non utilisées)	Reclassmt cptes & autres	variation périmètre & change	28/02/2010
Provisions pour risques	14 998	1 381	(3 191)	(49)	0	0	13 140
Provisions pour charges	7 757	842	(772)	0	0	3	7 831
TOTAL	22 756	2 223	(3 962)	(49)	0	3	20 970
Dont provisions non courantes	18 776						18 512
Dont provisions courantes	3 980						2 459
TOTAL	22 756	0	0	0	0	0	20 970

13.2 Ventilation des provisions entre provisions courantes et provisions non courantes

Par principe, les provisions pour risques & charges sont classées en passifs non courants, car leur échéance n'est pas connue précisément, sauf si, au moment de l'arrêté des comptes, la société sait que certaines provisions seront décaissées sur l'exercice suivant. Dans ce dernier cas, les provisions concernées sont classées en passifs courants.

► Provisions pour risques et charges non courantes

Consolidé			
En Milliers d'Euros	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
Litiges commerciaux et charges sur chantiers en cours	2 121	2 564	2 270
Garantie contractuelle envers les clients	6 841	7 743	6 676
Risques fermeture d'établissement et filiales étrangères	30	30	30
Engagements de retraite charges sociales comprises	7 218	6 411	5 538
Autres engagements sociaux divers (hors plan sociaux)	998	477	293
Risques brevets et litiges rattachés	1 147	1 145	1 313
Divers	156	405	530
TOTAL	18 512	18 776	16 650

► Provisions pour risques et charges courantes

Consolidé			
En Milliers d'Euros	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
Plans sociaux	1 220	2 965	1 601
Risques fermeture d'établissement et filiales étrangères	235	254	
Risque fiscal et provisions pour impôt	0	0	55
Autres engagements sociaux divers	1 004	762	783
TOTAL	2 459	3 980	2 439

13.3 Engagements de retraite

Les salariés du Groupe bénéficient, selon les pays :

- d'indemnités de départ à la retraite qui sont versées en une fois au moment du départ à la retraite (Régimes à prestations définies, qui concernent presque uniquement les salariés français) ;
 - ou de compléments de retraites qui sont versés annuellement aux retraités (Régimes à cotisations définies).
- Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges de personnel les cotisations à payer lorsqu'elles sont encourues.
- Pour les régimes à prestations définies, le Groupe comptabilise une provision pour engagements de retraite, qui correspond au montant de l'engagement calculé annuellement par des actuaires indépendants, sous déduction des primes versées sur un fonds externalisé auprès d'une compagnie d'assurance.

Au 28/02/2010, aucun calcul actuariel n'a été établi. Un complément de provisions pour engagements de retraite a été comptabilisé en résultat opérationnel, sur la base de la charge estimée de l'exercice.

14.- Détail des dettes financières par nature

Consolidé En Milliers d'Euros	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
Crédit d'exploitation court terme et découvert bancaire - France et étranger (b)	38 277	27 178	36 903
Location financement (a)	330	397	469
Emprunts auprès des établissements de crédit - France et étranger (c)	52 346	44 085	56 818
Dettes sur participation des salariés	238	352	315
Dettes financières diverses	127	134	52
Avances conditionnées (d)	587	567	918
TOTAL DETTES FINANCIERES	91 906	72 713	95 475
Selon échéancier ci-après :			
Part non courante (à plus d'1 an)	22 403	26 028	25 994
Part courante (à moins d'1 an)	69 502	46 685	69 481
TOTAL DETTES FINANCIERES	91 906	72 713	95 475

Le taux d'intérêt moyen du 1^{er} semestre de l'exercice est de 1,9 % contre 3,6 % sur l'exercice précédent.

(a) Les opérations de location-financement suivantes ont été retraitées en immobilisations et en dettes financières :

En Milliers d'Euros	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette	Emprunts restant
Terrains & constructions	2 192	(1 071)	1 121	(330)
Installations	1 558	(1 444)	114	
Logiciels informatiques	470	(323)	147	
Matériels informatiques	147	(147)	0	
TOTAL	4 368	(2 986)	1 382	(330)
dont immobilisations incorporelles	470	(323)	147	
dont immobilisations corporelles	3 897	(2 663)	1 235	
TOTAL	4 368	(2 986)	1 382	(330)

Les opérations non significatives individuellement ou ne débouchant pas sur l'acquisition de biens (parcs de véhicules) n'ont pas fait l'objet de retraitement.

(b) Les dettes bancaires à court terme à l'étranger s'élèvent à 33 M€. Elles concernent principalement les filiales étrangères de HARDI (Danemark, Etats-Unis, Australie et Allemagne).

(c) Les emprunts auprès des établissements de crédit s'analysent ainsi :

Consolidé En Milliers d'Euros	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
France	52 132	24 236	27 475
Etranger	214	19 849	29 343
TOTAL	52 346	44 085	56 818
Dont dettes à taux fixe	69	17 588	17 669
Dont dettes à taux variable	52 277	26 497	39 150

(d) Il s'agit d'avances octroyées par la DRIRE et l'ANVAR pour des projets de modernisation et d'innovation.

15.- Echancier des dettes financières au 28 février 2010

Consolidé En Milliers d'Euros	Moins d'un an	De 1 an à 5 ans	Plus de de 5 ans	Total
Crédit d'exploitation court terme et découverts bancaires - France et étranger	38 277	0	0	38 277
Location financement	141	190		330
Dettes auprès des établissements de crédit - France et étranger (e)	30 346	12 000	10 000	52 346
Dettes conditionnées	460	127		587
Dettes financières diverses	279	86	0	365
TOTAL	69 502	12 403	10 000	91 906

(e) A fin février 2010, le Groupe a mobilisé 23 M€ de crédits moyen terme complémentaires, en vue d'un investissement qui ne s'est pas réalisé. La contrepartie de ces 23 M€ figure en trésorerie à l'actif du bilan. Ce montant ayant été remboursé sur mars 2010, il a été classé au 28/02/2010 en dettes courantes, à moins d'un an.

16.- Détail des autres dettes courantes

Consolidé En Milliers d'Euros	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
Avances et acomptes reçus	3 530	1 748	2 326
Dettes fiscales (hors IS) et dettes sociales	25 247	32 008	31 386
Autres dettes	10 811	3 629	9 505
Produits constatés d'avance	2 354	2 248	2 619
TOTAL	41 943	39 633	45 836

17.- Chiffre d'affaires net

Le chiffre d'affaires par marché et zone géographique se ventile comme suit :

Consolidé En Millions d'Euros	28/02/2010 Semestre	%	31/08/2009 Exercice	%	28/02/2009 Semestre	%
MARCHE						
Protection des végétaux	123.6	74.6%	363.0	80.3%	181.5	78.2%
Protection des matériaux	42.2	25.4%	89.2	19.7%	50.6	21.8%
	165.8		452.2		232.0	
ZONE GEOGRAPHIQUE						
France	81.2	49.0%	234.4	51.8%	122.2	52.7%
Export	84.5	51.0%	217.8	48.2%	109.9	47.3%
	165.8		452.2		232.0	

18.- Charges de personnel et effectifs employés

La participation des salariés aux fruits de l'expansion et les accords d'intéressement, propres à certaines sociétés du groupe, se sont élevés à 303 K€ pour le 1^{er} semestre clos le 28/02/2010, contre 1 519 K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent. Ils figurent parmi les charges de personnel de la période.

L'effectif employé à la fin du 1^{er} semestre de l'exercice est le suivant :

Effectifs permanents	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
SOCIETES FRANCAISES			
Cadres	394	410	413
ETAM	378	388	399
Ouvriers	825	871	909
	1 597	1 669	1 721
SOCIETES ETRANGERES			
Cadres	99	102	103
ETAM	354	346	399
Ouvriers	562	551	699
	1 015	999	1 201
ENSEMBLE			
Cadres	493	512	516
ETAM	732	734	798
Ouvriers	1 387	1 422	1 607
	2 612	2 668	2 921

Effectifs permanents par branche	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
Protection des végétaux			
Effectifs employés en France	1 177	1 196	1 229
Effectifs employés à l'étranger	776	755	936
	1 953	1 951	2 165
Protection des matériaux			
Effectifs employés en France	420	473	492
Effectifs employés à l'étranger	239	244	264
	659	717	756
ENSEMBLE			
Effectifs employés en France	1 597	1 669	1 721
Effectifs employés à l'étranger	1 015	999	1 200
	2 612	2 668	2 921

La diminution des effectifs s'explique par les plans sociaux engagés depuis l'exercice précédent, pour adapter les structures de production à la baisse d'activité.

19.- Dotations nettes aux provisions et dépréciations

Consolidé	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
En Milliers d'Euros	Semestre	Exercice	Semestre
Dotations aux provisions & dépréciations d'exploitation			
Provisions pour risques et charges	(1 688)	(3 955)	(1 596)
Dépréciations sur actifs courants	(1 821)	(4 185)	(2 506)
Reprises de provisions & dépréciations d'exploitation	2 965	9 788	5 383
TOTAL	(543)	1 649	1 280

20.-Charges et produits non récurrents

Cette rubrique comprend des opérations non courantes, qui correspondent à des événements inhabituels, anormaux ou peu fréquents.

Le montant net des produits et charges non récurrents du groupe est positif de 0,1 M€. Il comprend principalement des plus-values nettes de cessions d'immobilisations non stratégiques, ainsi que des provisions complémentaires sur litiges et contentieux.

21.- Produits et (charges) financiers

Consolidé En Milliers d'Euros	28/02/2010 Semestre	31/08/2009 Exercice	28/02/2009 Semestre
PRODUITS FINANCIERS			
Produits des valeurs mobilières, autres intérêts et produits assimilés	173	554	300
Produits nets cessions de valeurs mobilières	51	170	150
Participation au financement des clients	(350)	(189)	(48)
	(125)	536	402
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT			
Intérêts et charges assimilées	(804)	(3 010)	(1 904)
	(804)	(3 010)	(1 904)
Produit (Coût) net de l'endettement financier	(929)	(2 474)	(1 502)
(PERTES) PROFITS DE CHANGES & AUTRES PRODUITS (CHARGES) FINANCIERS	3 801	58	1 281
TOTAL CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	2 872	(2 416)	(221)

22.- Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices se décompose en :

Consolidé En Milliers d'Euros	28/02/2010 Semestre	31/08/2009 Exercice	28/02/2009 Semestre
Charges d'impôts exigibles	(1 078)	(4 063)	(4 705)
(Charge) / produit d'impôts différés	173	550	581
TOTAL	(905)	(3 513)	(4 124)

22.1- Variation de l'impôt différé

Consolidé En Milliers d'Euros	28/02/2010 Semestre	31/08/2009 Exercice	28/02/2009 Semestre
Impôts différés nets à l'ouverture : actifs / (passifs)	5 931	4 958	4 958
Impôts différés constatés en capitaux propres	27	423	336
(Charge) / produit d'impôts différés	173	550	581
Variations de périmètre			
Ecart de conversion			
Impôts différés nets à la clôture	6 132	5 931	5 876
<i>Dont impôts différés passifs</i>	<i>(581)</i>	<i>(696)</i>	<i>(205)</i>
<i>Dont impôts différés actifs</i>	<i>6 712</i>	<i>6 627</i>	<i>6 081</i>

22.2 - Détail des impôts différés par nature

Consolidé	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
En Milliers d'Euros	Semestre	Exercice	Semestre
(actifs si + ; passifs si -)			
<u>Impôts différés liés aux décalages fiscaux temporaires</u>			
Avantages du personnel (participation, congés payés, provision retraite)	3 508	3 503	3 121
Autres différences temporaires entre résultat fiscal et résultat comptable	1 218	727	622
Déficits fiscaux reportables	1 074	1 814	1 957
<u>Impôts différés liés aux écritures de consolidation</u>			
Activation des contrats de location-financement	(336)	(356)	(374)
Annulation des provisions réglementées (amortissements dérogatoires)	(1 073)	(935)	(864)
Elimination des marges internes en stocks	1 259	971	1 174
Autres divers	482	208	240
Impôts différés nets à la clôture	6 132	5 931	5 875
<i>Dont impôts différés passifs</i>	<i>(581)</i>	<i>(696)</i>	<i>(205)</i>
<i>Dont impôts différés actifs</i>	<i>6 712</i>	<i>6 627</i>	<i>6 081</i>

22.3 - Réconciliation de la charge d'impôt comptabilisée avec la charge d'impôt théorique

(Calculée au taux d'impôt applicable en France)

Consolidé	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
En Milliers d'Euros	Semestre	Exercice	Semestre
Résultat net avant impôt	553	13 085	8 792
Taux d'impôt courant en France	34.43%	34.43%	34.43%
(Charges) / Produits d'impôts théoriques au taux d'impôt courant	(190)	(4 505)	(3 027)
Incidence des :			
Différences fiscales permanentes	(265)	(693)	(313)
Déficits fiscaux non activés	(535)	(1 233)	(701)
Différentiel de taux d'impôt sur les filiales étrangères	(10)	282	(108)
Crédits d'impôts	0	2 504	0
Divers (dont impact intégration fiscale)	95	131	27
(Charges) / Produits d'impôts nets comptabilisés	(905)	(3 513)	(4 123)
<i>Taux effectif du Groupe en %</i>	<i>163.61%</i>	<i>26.85%</i>	<i>46.90%</i>

Les crédits d'impôts correspondent majoritairement à des crédits d'impôt recherche (C.I.R.). Ceux-ci ne sont comptabilisés qu'en fin d'exercice, au moment du calcul final de l'impôt sur les bénéfices.

23.- Variation du besoin en fonds de roulement (BFR)

En Milliers d'Euros (+) Augmentation / (-) Baisse	28/02/2010	31/08/2009	28/02/2009
Stocks nets	5 562	(18 162)	23 496
Avances & acptes versés	217	(1 082)	(793)
Créances clients nettes	6 771	(36 627)	7 982
Créance d'IS courante	(2 722)	3 895	(203)
Autres créances nettes & comptes de régul.	2 700	(1 485)	1 993
	12 528	(53 462)	32 475
Avances & acptes reçus	1 782	(3 325)	(2 747)
Dettes fournisseurs	10 999	(30 486)	8 026
Dettes sur immobilisations	4	22	2
Dettes fiscales & sociales (hors dette IS courante)	(6 761)	1 837	1 214
Dette d'IS courante	(454)	(2 090)	138
Autres dettes & comptes de régul.	7 289	(4 564)	1 684
	12 860	(38 607)	8 318
Variation du BFR	(333)	(14 855)	24 158
Dettes s/ immob. reclassées en partie investissements	(4)	(22)	(2)
Impact changement périmètre s/ variation de BFR	6	0	0
Impact du change s/ variation de BFR	695	158	245
Variation du BFR impactant la trésorerie d'exploitation (hors impact de change & périmètre)	(1 030)	(14 991)	23 915

24.- Engagements hors bilan & passifs éventuels

24.1 - Garanties données sur dettes financières

Certains crédits à moyen terme sont garantis par un nantissement sur les matériels acquis. Au 28/02/2010, le montant des nantissements était non significatif et représentait moins de 1 % de la valeur brute des immobilisations corporelles totales du Groupe.

Au 28/02/2010, il n'y a plus de crédits garantis par des nantissements sur le fonds de commerce (ceux-ci s'élevaient à 156K€ au 31/08/2009).

Les lignes de crédit à court terme sont généralement garanties par l'affectation des encours clients financés. Au 28/02/2010, le total des concours bancaires courants se montait à 38,3 M€ et le total des encours clients nets de dépréciations à 76,7 M€.

Aucun titre de société filiale n'est donné en garantie pour des emprunts.

24.2 – Ouverture de lignes de crédit à moyen terme

Dans le cadre de l'acquisition de HARDI, et/ou pour d'autres opérations éventuelles de croissance externe, le Groupe Exel Industries a bénéficié d'ouverture de lignes de crédit à moyen terme auprès de ses banques. Au 28/02/2010, seuls 45 M€ de ces lignes de crédits moyen terme sont utilisées (dont 23 M€ ont été remboursées en mars 2010).

24.3 - Cautions données et reçues

- Dans le cadre de l'acquisition de HARDI, intervenue au 1^{er} décembre 2007 :

Le Groupe Exel Industries a consenti une caution en faveur de la Nordea Bank, pour l'ensemble des lignes de crédit (moyen terme et court terme) consenties par cette banque à HARDI et ses filiales. Au 28/02/2010, l'encours net des dettes financières de HARDI et de ses filiales envers la Nordea Bank est de 230 M DKK (soit environ 30,9 M€).

Par ailleurs, au 31/08/2009, il existait une caution bancaire de 100 M DKK (soit environ 13 M€), en garantie d'un emprunt consenti par la Danske bank à HARDI. Cette caution a été levée à la suite du remboursement de l'emprunt sur le 1^{er} semestre de l'exercice 2009/2010.

24.4 – Autres engagements

A sa connaissance, le Groupe n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

25.- Risque de liquidité

Les emprunts contractés par le groupe EXEL Industries auprès d'établissements de crédit ne prévoient aucune condition d'exigibilité anticipée basée sur des *covenants*.

26.- Risque fiscal

A sa connaissance, le Groupe n'est exposé à aucun risque fiscal qui ne fasse pas l'objet d'une provision.

27.- Exposition au risque de change

De par l'importance de ses ventes en Amérique du Nord et en Australie, ainsi que de ses contrats libellés en dollars US, le groupe est sensiblement exposé à l'évolution de ces devises.

Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice, le chiffre d'affaires du groupe a été impacté positivement à hauteur de 0,9 M€ par les variations de change, notamment du dollar australien, par rapport au taux moyen de l'exercice précédent.

La majorité des ventes des filiales françaises du groupe, aux acheteurs étrangers hors groupe, est conclue en euros. Les factures établies en devises par les filiales françaises du groupe sont converties en euros, au cours du jour de la livraison.

Les filiales françaises d'Exel Industries vendent et facturent à leurs filiales étrangères en euros. Par exception, les filiales aux USA, au Canada et la filiale anglaise de Berthoud sont facturées en devise locale ; la filiale chinoise est facturée en USD. Bien entendu, les filiales étrangères du groupe facturent leurs clients en monnaie locale et veillent à leur règlement rapide.

28.- Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Il n'y a pas d'évènements postérieurs à la clôture de l'exercice.

C – RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

Au 1^{er} Semestre 2009/2010 (*de septembre à février*), le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 165,8 M€ (*arrondi à 166 M€*). Ce chiffre d'affaires reflète les conditions de marché actuelles, encore détériorées.

Ces conditions ont eu un impact négatif significatif sur les résultats du 1^{er} semestre 2009/2010, tant dans la Protection des Végétaux que dans la Protection des Matériaux.

1. Evolution de l'activité au 1^{er} semestre 2009/2010

• La Protection des Végétaux

Sur le 1^{er} semestre 2009/2010, le chiffre d'affaires de la Protection des Végétaux est en recul de -31,9 % et s'élève à 123,6 M€.

Ceci est la conséquence du faible niveau des entrées de commandes en 2009 et en avant-saison ; toutefois, depuis décembre 2009, les entrées de commandes sont redevenues supérieures à leur niveau d'il y a un an.

Les entreprises de notre Groupe ont d'ailleurs continué à présenter de nouveaux produits, au cours de ce 1^{er} semestre.

Si les perspectives à court terme restent difficiles sur le marché de la Protection des Végétaux, son potentiel n'en demeure pas moins solide à moyen et long terme, en raison notamment des besoins d'investissement des agriculteurs du monde entier dans de nouveaux pulvérisateurs pour faire face à la croissance de la population.

• La Protection des Matériaux

Sur le 1^{er} semestre 2009/2010, le chiffre d'affaires dans la Protection des Matériaux est en recul de -16,6 % et s'élève à 42,2 M€ ; toutefois, quelques signes d'amélioration semblent se confirmer.

Ces légers signes proviennent principalement des nouveaux pays industrialisés, qui présentent le plus fort potentiel de croissance actuellement et qui représentent près de 30 % de notre chiffre d'affaires dans la Protection des Matériaux.

Malgré un contexte de marché très difficile et des clients qui limitent leurs investissements, l'activité de la Protection des Matériaux devrait se redresser progressivement sur le 2^e semestre.

2. Les comptes consolidés du 1^{er} semestre 2009/2010

Le résultat net consolidé du semestre s'établit à (241 K€) se décomposant comme suit :

- Chiffre d'affaires	165 758 K€
- Autres produits.....	1 060 K€
Soit un Total de produits d'exploitation de.....	166 818 K€

Le Total des charges d'exploitation s'élève à (169 214 K€)
qui se subdivisant en :

- Achats consommés et variations d'encours	(71 316 K€)
- Autres achats et charges externes.....	(28 893 K€)
- Impôts et taxes diverses	(3 322 K€)
- Charges de personnel	(60 133 K€)
- Amortissements.....	(4 534 K€)
- Dotations nettes aux provisions et autres charges	(1 016 K€)

Le RESULTAT OPERATIONNEL COURANT est de (2 396 K€)

Produits et Charges non récurrents.....	76 K€
Produits et Charges financiers nets	2 872 K€
Charge d'impôt	(905 K€)

3. Les comptes sociaux du 1^{er} semestre 2009/2010

Pour les comptes sociaux, les éléments les plus importants à souligner au 28 février 2010 sont les suivants :

- Le Chiffre d'Affaires hors taxes est de..... 2 190 K€
- Le Résultat d'Exploitation se monte à..... 1 353 K€
- Le Résultat Courant se monte à 16 009 K€
- Le Résultat Net se monte à 14 668 K€

4. Les perspectives

Le faible niveau d'activité qui persiste sur nos principaux marchés et la faible visibilité que nous pouvons avoir nous incitent à la prudence ; toutefois, nos priorités restent inchangées :

- continuer à gérer avec rigueur nos dépenses et notre BFR ;
- maintenir un outil de production de qualité et réactif pour répondre avec souplesse à la demande ;
- investir en R&D pour lancer de nouveaux produits ;
- renforcer encore davantage notre présence dans les pays à fort potentiel de développement.

D – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration et en application de l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société EXEL INDUSTRIES, relatifs à la période du 1er septembre 2009 au 28 février 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans un contexte de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir, qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 août 2009. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Reims et Villeurbanne, le 30 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

PHILIPPE VENET ET ASSOCIES

Anne VAN ASSEL

DELOITTE & ASSOCIES

Dominique NATALE